

Thierry Meyssan et le super-État européen



Par Nicolas Bonnal

Nous sommes très mal barrés au sens strict et nos gouvernants nous mènent droit à la tyrannie après ces pseudo-élections européennes.

Dans un excellent et récent texte, Thierry Meyssan rappelle froidement :

« Le professeur de droit Walter Hallstein conçut le “Nouvel ordre européen” que le chancelier Adolf Hitler tenta de réaliser. Son idée était de fédérer les différents États européens autour d’une Allemagne élargie à tous les territoires de peuples germanophones. Par la force du nombre, Berlin aurait alors gouverné l’Europe. Walter Hallstein n’était probablement pas nazi, mais il fut choisi pour négocier ce projet avec le duc Benito Mussolini. En 1958, il devint le premier président de la Commission européenne, preuve que les États-Unis et le Royaume-Uni avaient adopté, pour leur compte, le “Nouvel ordre européen”, une fois l’Allemagne écrasée. C’est pourquoi, au début de cet article, je notais la ressemblance des intentions du président Macron pour les Jeux Olympiques de Paris 2024 avec celles du chancelier Adolf Hitler pour les Jeux de Berlin 1936. Dans les deux cas, il s’agit d’une manipulation de masse au service d’un impossible rêve impérial. »

On relira ici mon texte sur De Gaulle et la doctrine Hallstein : comme on sait, après la guerre les nazis ont choisi le parapluie américain pour s’imposer et poursuivre leur unification européenne et leur croisade antirusse.

Meyssan ajoute que cette Europe atlantiste-totalitaire est politiquement composée de la gauche et du centre-droit (souvenez-vous de la liste Weil et de la liste socialiste en 1979...) :

« Alors que l’Union européenne s’apprête à se transformer en un État unique, son évolution politique prend un pas autoritaire. »

On rassure Meyssan cette fois : l'Europe est depuis longtemps fasciste et techno-totalitaire sous sa verbosité démocratique. C'est une bureaucratie...

Il y aura un débat. Certains partis seront plus égaux que d'autres :

« Cinq d'entre eux débattront en eurovision de leur projet pour présider la Commission européenne. Il s'agit de :

- Walter Baier, Gauche européenne ;
- Sandro Gozi, Renouveler l'Europe maintenant ;
- Ursula von der Leyen, Parti populaire européen ;
- Terry Reintke, Verts européens ;
- Nicolas Schmit, Parti socialiste européen. »

Malgré son avilissement et sa soumission, la droite identitaire n'aura pas voix au chapitre :

« Le groupe "Identité et démocratie" n'a pas été invité à ce show. Car les cinq groupes précédents ont une conception particulière de la démocratie. Ils considèrent qu'Identité et démocratie ne jouent pas le même jeu qu'eux et donc, refusent de débattre avec lui. »

Il y aura un débat, mais en anglais ! Or :

« Mais aucun État n'a demandé que l'anglais soit une des langues de l'Union. Malte, par exemple, qui a fait de l'anglais l'une de ses deux langues officielles, a préféré que ce soit le maltais qui soit utilisé à Bruxelles. Pourtant, l'anglais est devenu, de facto, la 24e langue de l'Union et la seule commune à tous. Cela n'a évidemment aucun rapport avec le fait que l'UE soit, non pas un projet européen, mais un projet anglo-saxon. »

De toute manière les jeux sont faits : ce sera le banquier d'affaires Goldman Sachs, le plus dangereux de tous, qui sera imposé pour mener le naïf troupeau à l'abattoir :

« Au demeurant, cet étrange débat importe peu puisque chacun sait que le président de la Commission sera probablement choisi en dehors de ce cénacle : ce devrait être le banquier Mario Draghi. Ce n'est pas impossible puisqu'en 2019, Ursula von der Leyen n'a pas participé à ce débat et est pourtant devenue présidente de la Commission. »

Meyssan insiste :

« Comprenez bien : certes Mario Draghi a 76 ans, mais c'est l'ancien gouverneur de la Banque centrale européenne. Dans cette fonction, il a tout fait pour que l'euro devienne irréversible. Il est parvenu, "Whatever it takes" (en anglais dans le texte), à le sauver de la crise de la dette souveraine des années 2010. Il n'a résolu aucun problème et a aggravé le gouffre qui sépare les économies des États-membres. D'un point de vue des États-membres, c'est donc un incapable, mais pas de celui des banquiers d'affaire ; une caste qui a toujours été la sienne (il fut le numéro 2 de Goldman Sachs pour l'Europe). »

On a bien avancé sur le libre-échange (dont l'unique mot d'ordre est depuis toujours : tout doit disparaître) :

« Au cours des dernières semaines, l'UE n'a pas avancé d'un iota face aux accords de libre-échange qu'elle a signé en violation de ses règles internes. À ses yeux, il suffit d'attendre pour que le problème disparaisse : d'ici quelques années, les secteurs agricoles touchés auront disparu. »

La Commission est toute-puissante dans tous les domaines (elle va créer son armée, et gare aux Russes et aux contestataires) :

« La Commission n'a pas eu de difficulté à s'emparer des questions d'armement. Elle l'avait déjà fait pour les médicaments durant l'épidémie de Covid. Notez bien que la généralisation de ces médicaments n'a pas fait la preuve de son utilité face à la Covid-19. Là n'est pas le problème. Il ne s'agissait pas d'une épidémie dévastatrice, mais d'un prétexte à un exercice de mobilisation dans lequel chaque puissance a montré ce qu'elle pouvait obtenir. De ce point de vue, la Commission a prouvé qu'elle pouvait s'emparer d'un thème qui n'était pas de son ressort et qu'elle pouvait même conclure des contrats gigantesques au nom de ses membres sans leur dévoiler le secret de ses négociations. »

Tout devra disparaître, même nos ambassades :

« Lorsque l'UE sera devenue un État unique, la Commission devrait faire preuve de la même habileté et plus encore, puisque son action ne sera plus entravée par les 27 États-membres. Ils auront disparu. Après cette fusion, le banquier Mario Draghi devrait réaliser des "économies d'échelle". Par exemple : il est inutile de gaspiller en ambassades pour chaque État-membre, un seul réseau suffit pour l'État-unique. Tant qu'à faire, les privilèges des uns seront mis au service de tous. Par exemple, le siège permanent des Français au Conseil de sécurité des Nations unies reviendra à l'Union. Ou encore, la Bombe atomique française sera remise à

la Défense de l'Union. Les États neutres, tels que l'Autriche, auront de toute manière disparu. »

On a mis au pas le seul contestataire, le petit président slovaque (et on a revendiqué l'attentat) :

« Le véritable obstacle à la création d'un État-unique ne peut venir que des États-membres refusant de disparaître. Il réside dans le Conseil des chefs d'États et de gouvernements... Il y a quelques jours, le problème a été réglé : le 15 mai 2024, un individu a tiré cinq coups de feu à bout portant sur lui. Robert Fico a immédiatement été évacué (photo). Il a déjà été opéré deux fois et ses jours ne sont plus en danger. Le débat qu'il animait au sein du Conseil est interrompu. Il ne devrait pas reprendre. »

Meyssan conclut glacialement :

« L'Histoire de l'UE est déjà écrite. Ce qui est merveilleux avec ce projet, c'est qu'au fur et à mesure qu'il s'accomplit, on découvre pourquoi Bruxelles a imposé des règles et des faits qui n'avaient aucun sens lorsqu'ils ont été arrêtés, mais en prennent un désormais. »

Meyssan omet incidemment l'horreur numérique (euro, contrôle social, vaccins constants et obligatoires sinon...) qui nous attend : voyez l'arrogance insensée du fils Barrot (oh, ces centristes cathos giscardiens...) pour vous faire une idée.

Je rappelle un texte de Trotski que j'avais étudié il y a quelques années. Il se passe de commentaires :

« L'histoire favorise le capital américain : pour chaque brigandage, elle lui sert un mot d'ordre d'émancipation. En Europe, les États-Unis demandent l'application de la politique des "portes ouvertes"... Mais, par suite des conditions spéciales où se trouvent les États-Unis, leur politique revêt une apparence de pacifisme, parfois même de facteur d'émancipation. »

Et on était en 1924... Regardez ce que Trotski ajoute :

« Pendant ce temps, l'Amérique édifie son plan et se prépare à mettre tout le monde à la portion congrue... La social-démocratie est chargée de préparer cette nouvelle situation, c'est-à-dire d'aider politiquement le

capital américain à rationner l'Europe. Que fait en ce moment la social-démocratie allemande et française, que font les socialistes de toute l'Europe ? Ils s'éduquent et s'efforcent d'éduquer les masses ouvrières dans la religion de l'américanisme ; autrement dit, ils font de l'américanisme, du rôle du capital américain en Europe, une nouvelle religion politique. »

On parlait de gauche ? De social-démocratie ? De banques américaines (Davos, c'est elles...) ?

« En d'autres termes, la social-démocratie européenne devient actuellement l'agence politique du capital américain. Est-ce là un fait inattendu ? Non, car la social-démocratie, qui était l'agence de la bourgeoisie, devait fatalement, dans sa dégénérescence politique, devenir l'agence de la bourgeoisie la plus forte, la plus puissante, de la bourgeoisie de toutes les bourgeoisies, c'est-à-dire de la bourgeoisie américaine. »

Et Trotski enfonce le clou :

« Le capital américain commande maintenant aux diplomates. Il se prépare à commander également aux banques et aux trusts européens, à toute la bourgeoisie européenne. »

Et l'interminable guerre euro-américaine contre la Russie permettra de renforcer l'État totalitaire européen.

Je laisserai Tolkien tempêter (lettre du 9 décembre 1943) :

May the curse of Babel strike all their tongues!
[Que la malédiction de Babel frappe toutes leurs langues !]

Sources principales :

<https://www.voltairenet.org/article220791.html>

<https://www.voltairenet.org/article220899.html>

Des perspectives du développement mondial (Rapport fait par Trotsky, le 28 juillet 1924, à l'assemblée des vétérinaires de Moscou)

<https://www.dedefensa.org/article/de-gaulle-face-a-la-doctrine-hallstein>

<https://www.dedefensa.org/article/trotskyet-la-balkanisation-de-leurope>

<https://www.dedefensa.org/article/lue-veut-sa-guerre-pour-verrouiller-sa-dictature>